

« Dire que c'est 60-40,

Il pose sa tablette devant lui et dévisage ses interlocuteurs. Le bref sourire qu'il consent de temps en temps tient plus du réflexe que du vrai moment de détente. Gilbert Tyuïenon est sur ses gardes. Jouant sur le registre pédagogique pour être sûr d'être compris, cherchant le mot juste, il possède un indéniable sens de la formule. Les médias sont stigmatisés pour leur propension à mettre Canala, sa commune, en une à chaque micro-fait divers. Mais il relativise son inimitié avec Paul Néaoutyine ou les divergences entre UC et Palika sur les questions minières. Ajoutez les thématiques de la sécurité routière ou des transports, ses domaines de compétence au gouvernement, et vous avez les ingrédients qui nourrissent un entretien sur une actualité qui ressemble à Gilbert Tyuïenon : multiple et intéressante.

Patrick Blain
patrick.blain@lnc.nc



« On a signé pour 20 ans, on voulait moins »

Que met l'Union calédonienne dans le concept d'« assemblée référendaire » ?

Comme l'UC a déjà pu le faire au cours de son histoire, il était de la responsabilité du parti de proposer sa vision du futur

« Nous aimerions bien un jour ne parler qu'avec le seul colonisateur »

pays en cette dernière mandature de l'accord de Nouméa. L'idée : produire un projet de société à partager d'abord avec les gens de l'UC, puis avec le FLNKS, et les Calédoniens.

Quelle forme prendra cette initiative ?

Après un travail thématique au sein du parti, on partira à la rencontre des Calédoniens sous forme de séminaires, par exemple. On souhaiterait que le Congrès, le Conseil économique et social ou

encore le Sénat coutumier se saisissent de cela.

Quand seront connues les ébauches de ce projet ?

L'UC tiendra un congrès extraordinaire en juin 2015. Avant de partager ses réflexions avec le FLNKS.

Refuser un deuxième et un troisième référendums, n'est-ce pas sortir du cadre de l'accord de

Nouméa ?

On se rend bien compte aujourd'hui de la difficulté de l'application de l'accord de Nouméa. Les retards pris, les dossiers pas engagés... ce n'est pas du fait de l'Union calédonienne. Nous ne sommes pas entrés dans l'accord de Nouméa simplement pour l'accord de Nouméa. Nous y sommes entrés parce que, derrière, pour nous, il y avait cette perspective de souveraineté de notre pays. Et nous y tenons toujours.

Aujourd'hui, on discute à trois : l'Etat, les indépendantistes et soi-disant les loyalistes. Mais nous aimerions bien un jour ne parler qu'avec le seul colonisateur, pour le ramener à cette responsabilité de décolonisation de notre pays. Etre enfermés dans des dossiers qui sont la base même de la discussion, c'est quelque part dangereux pour nous.

Est-ce la raison du boycott du Comité des signataires et de la rencontre avec François Hollande ?

Aller au Comité, alors que nous savons pertinemment qu'il y a des dossiers essentiels sur lesquels l'UC s'est battue qui n'ont pas abouti, c'est, je le redis, quelque part dangereux pour nous. Exemple, le problème du corps électoral calédonien. Presqu'à l'issue de l'accord de Nouméa, en parler encore, ce n'est pas normal, l'Etat a là une attitude irresponsable. Mais

boycotter, cela ne veut pas dire rejeter tout le processus. On a voulu tirer la sonnette d'alarme.

Vu le contexte, quand voyez-vous l'indépendance ?

2018. On a signé pour vingt ans, on voulait moins ! Les gens de la droite disent que l'on est minoritaires, sauf que le ratio a plutôt joué en notre faveur jusqu'à aujourd'hui. D'où l'importance de bien définir ce corps électoral. Dire que c'est maintenant 60-40 [loyalistes-indépendantistes en %, NDLR], je demande à voir.

La relation passée avec le Rump ne pèse-t-elle pas dans vos échanges avec d'autres partis ?

A la sortie des élections de 2009, un certain nombre de sujets devaient avancer. Le drapeau est un sujet cher pour nous. Il n'y a pas eu d'accord entre l'UC et le Rassemblement. Et il n'y en aura jamais.

« Ce n'est pas culotté, on veut être moteur »

N'est-ce pas culotté, de la part de l'UC, de demander une présidence réinstaurée du FLNKS ?

Pourquoi ? L'Union calédonienne a exprimé une volonté face à un constat : il va nous rester quatre ans [avant le référendum de 2018, NDLR]. Au moment de décider de l'avenir du pays, peu importe que l'on soit Palika, UC, Parti travailliste ou DUS, l'idée c'est de se retrouver, pour mieux s'organiser, préparer le pays, et être ensemble sur la sortie [de l'accord de Nouméa, NDLR]. Nous sommes à l'initiative de ce regroupement des indépendantistes et des nationalistes. Quoi qu'il en soit, l'outil FLNKS est essentiel. Il est porteur de la revendication, est reconnu au niveau régional et surtout international. On a alors estimé qu'il fallait redynamiser le Front. Etant à l'initiative, on s'est dit qu'il fallait ouvrir le FLNKS, et nous, UC, sommes candidats à la présidence. Ce n'est pas culotté, on veut être moteur.

Cette ouverture ne comporte-t-elle pas un vrai risque au regard, par exemple, des tensions passées entre le Palika et le Parti travailliste ?

Les divergences entre partis politiques sont normales dans la mécanique quotidienne avec les dossiers. Mais pour la sortie et l'avenir du pays, on partage la même vision. Et il faut travailler sur cette vision. Il y a toujours des risques, mais il faut y aller, les enjeux de la sortie sont trop importants pour ne pas se donner tous les moyens de réussir.

Comment ouvrir alors que les relations entre l'UC et le Palika sont souvent complexes, voire tendues ?

Au gouvernement, il n'y a pas de souci, on partage beaucoup de choses. Le soi-disant affrontement UC-Palika réside essentiellement dans des divergences de vue sur la gouvernance de la province Nord... Non, sur la mine, il n'y a pas de grandes divergences. A la différence du Palika, ce que nous réclamons, c'est une meilleure prise en compte des populations locales. Regardez par exemple les communes minières. Pour l'Union calédonienne, l'exploitation de la mine ne peut pas se faire sans les Kanak. Et on veut aller plus loin dans cette logique-là.

Il a répondu à leurs questions

Photos :
Thierry Perron

Patrick Blain, rédacteur en chef
Olivier Poisson, rédacteur en chef adjoint,
Pierrick Chatel, chef du service Nouvelle-Calédonie
Fabien Dubedout, chef du service Brousse et Îles
Yann Mainguet, du service politique



je demande à voir »

« Tripler les effectifs de motards d'ici 2018 »

Pourquoi, depuis les élections, aucun conseil permanent de la sécurité routière ne s'est-il réuni ?

Nous voulions attendre l'installation du chargé de mission sur la sécurité routière. Nous avons choisi un capitaine de police [Heidi Hénin, NDLR], ce qui n'a pas facilité son recrutement. Les choses ont pris du retard sur le plan administratif, mais c'est en passe d'être résolu.

Côté prévention, quelles sont les orientations prévues ?

D'abord redonner les moyens à l'Association de la prévention routière pour qu'elle puisse travailler correctement. Ensuite, créer une agence de la sécurité routière pilotée par Heidi Hénin, qui aura pignon sur rue, afin d'accélérer la mise en œuvre du plan quinquennal. Nous allons recruter une équipe d'animateurs afin de partir à la rencontre des Calédoniens, dans les entreprises, les écoles, les associations et chez les coutumiers, un travail de proximité. J'ai pour cela demandé une rallonge budgétaire de 50 millions.

Et côté répression ?

Une mission menée par le directeur de la DITTT a examiné une gestion automatisée des contraventions. J'ai profité de la visite du président pour lui demander de doubler les moyens de la brigade motorisée à Nouméa composée de 10 personnes et de la tripler d'ici 2018. A titre comparatif, ils sont 45 en Corse. Il faut aussi que cette brigade sorte de Nouméa, pour en installer une partie à Bourail et jusqu'à Koné.

« Une minorité qui fait mal »

A Canala, comment interpréter les destructions sur la mine de Nakéty ?

C'étaient des enfants, une minorité qui fait mal. C'est la symbolique d'un malaise. Mais notre jeunesse n'est pas plus maboule qu'ailleurs. Un projecteur éblouit Canala. Ces jeunes, si on était trente ans en arrière, ils auraient pris une bonne correction. Parmi ces enfants, certains ont été corrigés. Les parents ont porté plainte. Que font les responsables collectifs la fois d'après ? Ils laissent faire. Les outils – l'éducation collective, les croyances – ne sont plus là.

Y a-t-il d'autres outils ?

Le Contrat local de sécurité et de prévention de la délinquance. Je dois avoir une réunion avec le sous-préfet et la procureure générale.

Et la police municipale ?

Quand j'ai lancé l'idée de la

police municipale, on m'a dit : « Police et indépendantistes, ça ne va pas ensemble. » Elle est entrée dans le paysage. La première étape consistait à mettre en place le dispositif. La deuxième concernera la liste des arrêtés. Ce sera un travail d'encadrement juridique.

Où en est le projet d'hôtel à Canala ?

[Silence] Le dossier était un peu en panne. On avait trouvé un partenaire privé et puis après, ça ne s'est pas passé. On reprend le dossier à zéro avec les nouveaux dirigeants de la Sofinor.

Lancée en début d'année, la pépinière d'entreprises a du mal à attirer. Pourquoi ?

Il y a de la demande, mais ça a du mal à prendre. L'outil est là, il manque encore l'animation. On est en train de se recalculer avec la province Nord et la CCI.



Bio express

Le week-end, lors des réunions de l'Union calédonienne, Gilbert Tyuionon, 56 ans, arbore souvent le maillot d'une équipe nationale de football ou de rugby, comme les All Blacks. L'esthétique vestimentaire se double d'un goût pour l'esprit de compétition. Membre du gouvernement et maire de Canala depuis 2001, l'indépendantiste aime arriver à ses fins. Par son habileté dans la négociation, ou encore les connexions de son réseau... Ce qui a tendance à agacer ses adversaires, observant la fusée Tyuionon franchir aisément les paliers politiques depuis plusieurs années, comme c'est le cas à l'UC. Il en est désormais le deuxième vice-président. Cette pugnacité découle peut-être d'une rencontre importante, en 1982, avec un autre natif de Canala, Eloi Machoro, alors que le jeune étudiant, sorti diplômé de la « promotion mélanésienne du dialogue », cherchait du travail. La voie de l'administration territoriale sera empruntée. Le joli score de la liste conduite par ses soins en 2009 à l'élection provinciale du Nord, fut renchéri, deux ans plus tard, par l'obtention d'un poste rêvé : la vice-présidence du gouvernement. En mai dernier, son duel ultra-serré avec l'UNI Paul Néaoutyine pour la province Nord a tourné à l'avantage du président sortant.

Du tac au tac

Pierre Frogier, Philippe Gomès ou Gaël Yanno ?

Tout le monde. Et s'ils ne sont pas d'accord, on discutera avec l'Etat.

André Dang ou Patrick Buffet ?

André, parce que c'est lui qui porte notre projet.

Tontouta ou Magenta ?

Pour le moment, Magenta.

C'est dit

« Le projet de train jusqu'à Koné, c'était un diagnostic sur l'opportunité ou la faisabilité de construire cette ligne. Oui, ce serait une bonne chose pour la Calédonie, à condition de transporter des passagers et du minerai. »

« Quoi qu'on en dise, les Calédoniens ont toujours su se parler. »

A propos du Comité des signataires : « Boycotter ne veut pas dire rejeter, on a voulu tirer la sonnette d'alarme. »

« Le repas doit être préparé ensemble »

Cynthia Ligeard estime qu'au-delà des querelles politiques, la collégialité fonctionne au gouvernement. Est-ce votre avis ?

Ce qui est sûr, c'est que nous gardons notre capacité à apporter notre vision. Et quand nous ne sommes pas d'accord, nous le faisons bien savoir. Mais la collégialité est un mot qui a été galvaudé. Parce que ce n'est pas dire : « Voilà, on a décidé et maintenant vous dites amen ». Nous voudrions partager les dossiers avant de les mettre en œuvre. Lorsque l'on prépare le dîner pour le soir, ils disent que l'on va faire une bouillabaisse. Mais moi, j'ai envie de dire que ce serait peut-être bien un bougna. En résumé, nous voulons bien partager le

repas, mais ce serait mieux si nous le préparons ensemble. Car la collégialité ce ne doit pas être, comme on le voit dans certains dossiers, l'exclusion. Le rééquilibrage, ce n'est pas les Kanak d'un côté et les autres de l'autre. Tout comme ce n'est pas les Kanak qui doivent s'occuper de la province Nord, de celle des Îles et les loyalistes du reste du pays.

Un constat d'échec donc ?

La collégialité a failli fonctionner avec le Rassemblement Mais elle a capoté parce qu'elle ne correspond peut-être pas à la pensée loyaliste. D'ailleurs, de leur côté, ils appellent tous au dialogue entre eux, mais quand l'autre est couché.

